

qu'à moins d'un changement prochain, à moins que le commerce américain ne reprenne, ils ne voient devant eux que misère et expatriation prochaine.

Le remède, messieurs, il n'y en a qu'un seul. C'est d'ouvrir à notre agriculture l'immense marché américain qui peut absorber tout ce que nous produisons et pourrons produire d'ici à long-temps. Nous pouvons nourrir les villes manufacturières de la Nouvelle-Angleterre avec profit pour elles et pour nous. Renversons les barrières douanières qui s'opposent à un échange amical entre deux peuples voisins et nous reverrons revivre la glorieuse période qui s'est écoulée de 1854 à 1866.

Les quelques chiffres suivants sont plus éloquents que toutes les plus belles phrases : Durant l'année 1853, l'année qui a précédé la conclusion du traité, la province unie du Canada, c'est-à-dire le Haut et le Bas-Canada, avait exporté aux États-Unis :

Animaux et leurs produits.....	\$ 966,196
Produits agricoles.....	3,281,092
En tout.....	\$4,247,288

Douze ans après, c'est-à-dire durant l'année expirée le 30 juin 1866, la dernière année du traité, les deux mêmes provinces avaient exporté aux États-Unis :

Animaux et leurs produits.....	\$11,184,741
Produits agricoles.....	13,298,008

En tout.....	\$24,482,749
Exportations de 1853.....	4,247,288

Augmentation en 12 ans de.....	\$20,025,461
Soit près de 500 pour cent.	

Si l'on veut prétendre que c'est là une progression naturelle et qu'elle se serait produite sans la réciprocité, j'attirerai l'attention sur le fait qu'en 1867, l'année qui a suivi l'abrogation du traité de réciprocité, nos exportations de produits agricoles et de produits de la ferme accusent la différence suivante avec celles de 1866 :

Animaux et leurs produits.....	1866	1867	Réduction
	\$	\$	\$
Produits agricoles.....	11,184,741	3,686,191	7,498,550
Produits agricoles.....	13,298,008	11,185,227	2,112,781
	24,482,749	14,871,418	9,611,331
	14,871,418		
	9,611,331		

En 1866, nos exportations totales aux États-Unis, abstraction faite du numéraire, s'étaient élevées à \$34,770,261. En 1867, elles tombaient à \$22,859,084 accusant une réduction de \$11,911,177 en une seule année.

Bien plus, après vingt-quatre ans du régime de l'exclusion, après avoir dépensé tant de millions pour faciliter les relations commerciales, nous trouvons que les exportations des provinces d'Ontario et Québec aux États-Unis sont moins considérables aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en 1866, ainsi que le démontrent les chiffres suivants extraits du tableau du commerce du Canada pour l'année expirée le 30 juin 1889 :

Exportations aux États-Unis—	
Ontario.....	\$23,449,821
Exportations aux États-Unis—	
Québec.....	5,018,226
Total, 1889.....	\$28,468,047
Exportations en 1866.....	\$34,770,261
Diminution après 24 ans.....	6,302,154

Ces chiffres puisés aux sources officielles prouvent deux choses :

La première, que la réciprocité est essentielle à la prospérité, j'oserais dire, à l'existence même de notre agriculture : qu'elle en a développé les progrès d'une façon merveilleuse.

La seconde, que le rappel du traité de 1854 lui a porté un coup terrible, que le Bill McKinley va rendre tout-à-fait fatal, si le peuple ne prend pas les moyens de secouer le joug, de reprendre sa liberté et de négocier un traité au point de vue seul de ses intérêts.

LES AUTRES INTERETS NATIONAUX

Je n'ai parlé jusqu'ici que de l'agriculture parce qu'elle est l'intérêt du plus grand nombre et le plus important. Mais il ne faut pas croire que c'est le seul qui profiterait de la réciprocité ; au contraire, tous en bénéficieraient.

A la seule exception des animaux et de leurs produits, nous expédions une beaucoup plus grande partie de notre production aux États-Unis qu'en Angleterre, comme le témoigne le tableau suivant de notre commerce avec ces deux pays pendant l'année expirée le 30 juin 1889 :